représenter toutes les fois qu'ils en recevront le commandement. Et telle est l'économie, quant au Militaire en général, que le Ministère présent de la Couronne a jugé devoir faire succéder aux dépenses faites pour la guerre terminée, afin de retrouver en peu de tems les coffres du Roi remplis; chose d'ailleurs d'autant plus aisée à effectuer, qu'avec les grandes épargnes provenant du système de la réformation des troupes, on compte ne pas voir de si-tôt éclore celui pour l'abolition des nouveaux droits imposés sur les diverses consommations qui se font dans le Royaume, ni sur l'entrée & la sortie des denrées de l'étranger. Il y a cependant ceci d'excepté pour les Armateurs & les Négocians faisant le commerce des Isles Françaises de l'Amérique, que le Roi proroge en leur faveur, pour trois ans, la perception du droit de demi pour cent sur toutes les marchandises venant des mêmes Isles & Colonies; Sa Maj. voulant que les chargemens des Navires qui en arriveront, soient & demeurent exempts du paiement de ce droit, & qu'en conséquence la restitution en soit faite aux Négocians qui se trouveront avoir acquitté ce droit sur les chargemens des Navires arrivés depuis le premier d'Octobre 1748. L'Arrêt du Roi rendu à cette occasion, fixe la prorogation, à compter du premier Janvier de la présente année 1749, jusqu'au premier Janvier 1752; & dans le préambule de l'Arrêt il est dit que Sa Majesté accorde cette prorogation en considération des frais & dépenses extraordinaires auxquelles les Armateurs & les Négocians qui y font le commerce d'Amérique, ont été exposés depuis la guerre.

III. Comme il reste encore plusieurs choses à régler par rapport aux prises faites sur les Anglois
&